

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/20108]

15 DECEMBRE 2016. — Décret portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

- 1° le Collège : le Collège de la Commission Communautaire française;
- 2° l'Administration : les Services du Collège de la Commission communautaire française;
- 3° le service PHARE : le service Personne Handicapée Autonomie Recherchée, service à gestion séparée constitué au sein des services du Collège de la Commission communautaire française par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 4° la Convention : la Convention des Nations-Unies relative aux droits des personnes handicapées, faite à New-York, le 13 décembre 2006;
- 5° les personnes handicapées : les personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres;
- 6° le groupe de coordination : le groupe de coordination visé à l'article 6;
- 7° le coordinateur : la personne désignée au sein de chaque Direction de l'Administration pour participer au groupe de coordination et qui est chargé du *handistreaming* au sein de l'Administration concernée;
- 8° le *handistreaming* : la prise en compte de la dimension du handicap et de la protection et de la promotion des droits de l'homme des personnes handicapées dans toutes les politiques par les personnes responsables de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de ces politiques;
- 9° objectifs stratégiques : objectifs qui expriment de façon concrète la finalité et les effets recherchés de la politique menée par le Collège en matière de *handistreaming*;
- 10° incidence : impact d'un projet sur la situation des personnes handicapées compte tenu de l'objectif visant à leur permettre de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie sur la base de l'égalité avec les autres;
- 11° le Conseil Consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, section « Personnes handicapées », créé par le décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- 12° le Parlement : l'Assemblée de la Commission Communautaire française.

CHAPITRE II. — *Objectifs stratégiques et rapportage par le Collège*

Art. 3. § 1^{er}. Le Collège veille à la mise en œuvre de la Convention dans une perspective de *handistreaming*.

§ 2. Le Collège présente en début de législature, à l'occasion de la déclaration de politique générale du Collège, pour l'ensemble des politiques menées, les objectifs stratégiques qu'il entend réaliser au cours de cette législature, ainsi que les moyens qu'il entend mettre en œuvre à cette fin.

§ 3. Le Collège transmet au Parlement un rapport intermédiaire et un rapport de fin de législature, structurés par compétence, détaillant au minimum les éléments suivants :

- 1° les actions entreprises dans le cadre du plan visé à l'article 8, § 2, 1°;
- 2° l'application du *handistreaming* dans les procédures de passation des marchés publics et l'octroi de subsides ainsi que dans les instruments de planification en application de l'article 4;
- 3° l'analyse des données statistiques recueillies en application de l'article 5.

§ 4. Le rapport intermédiaire décrit les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du *handistreaming* ainsi que les propositions envisagées pour y remédier. Il est transmis au Parlement dans un délai de 60 jours suivant le dépôt du troisième projet de budget général des dépenses de la législature en cours.

§ 5. Le rapport de fin de législature compare la situation en début de législature avec celle en fin de législature. Il est transmis au Parlement dans un délai de 60 jours suivant le dépôt du cinquième projet de budget général des dépenses.

§ 6. Le Collège détermine les modalités d'exécution du présent décret, en particulier afin de préciser certaines règles de forme et de fond à respecter lors de l'élaboration des rapports visés à l'article 3.

CHAPITRE III. — *Mise en œuvre du handistreaming par les membres du Collège*

Art. 4. § 1^{er}. Chaque membre du Collège applique le *handistreaming* dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences.

Chaque membre du Collège applique le *handistreaming* dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides.

§ 2. Chaque membre du Collège intègre le *handistreaming* dans tous les nouveaux plans de gestion, contrats de gestion et autres instruments de planification stratégiques des services publics qui relèvent de sa compétence. Une note d'incidence reprenant l'aspect handicap doit être réalisée lors de l'élaboration et le suivi, des plans de gestion, des contrats de gestion et autres instruments de planification stratégique des services publics.

§ 3. Chaque Membre du Collège évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handistreaming* relevant de ses compétences. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le Membre du Collège l'expose dans une note au Collège et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société.

Le Collège fixe les modalités et les critères d'évaluation de cette incidence et peut exempter d'évaluation certains actes qu'il détermine.

§ 4. Le Collège veille à se coordonner avec les membres des Gouvernements de la Région de Bruxelles-Capitale afin de favoriser des synergies et d'assurer une politique cohérente de *handistreaming*.

Art. 5. Chaque membre du Collège veille, dans les domaines relevant de ses compétences, à ce que les services publics recueillent des données statistiques qui permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la Convention.

CHAPITRE IV. — *Groupe de coordination et coordinateurs*

Art. 6. Il est institué un groupe de coordination chargé d'assurer la mise en œuvre du présent décret. Le Collège assure un niveau de formation minimale des membres du groupe de coordination et précise les règles liées à la mise en place et au fonctionnement de ce dernier.

Art. 7. Le Collège désigne au sein des Services du Collège la (les) personne(s) chargée(s) de l'accompagnement et du soutien du processus d'intégration du *handistreaming* dans les politiques, mesures ou actions publiques.

CHAPITRE V. — *Conseil consultatif*

Art. 8. Le groupe de coordination soumet obligatoirement au Conseil consultatif le projet de plan, le projet de rapport intermédiaire et le projet de rapport de fin de législature visés à l'article 3.

CHAPITRE VI. — *Disposition abrogatoire*

Art. 9. Les articles 104 et 105 du décret du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée sont abrogés.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 décembre 2016.

La Présidente,

Le Secrétaire

Le Greffier

Bruxelles le 15 décembre 2016.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

Fadila LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget,
de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

Cécile JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,
de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/20108]

15 DECEMBER 2016. — **Decreet betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° het Bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3° de dienst PHARE : de dienst 'Personne Handicapée Autonomie Rechercheé', een dienst met afzonderlijk beheer die opgericht werd bij de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie door het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 18 december 1998 betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden;
- 4° het Verdrag : het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap van de Verenigde Naties, gedaan te New York op 13 december 2006;
- 5° personen met een handicap : personen met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die hen in wisselwerking met diverse drempels kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving;
- 6° de coördinatiegroep : de coördinatiegroep bedoeld in het artikel 6;

- 7° de coördinator : de persoon die binnen elke Directie van de Administratie is aangewezen om deel te nemen aan de coördinatiegroep en die belast is met *handistreaming* binnen de betrokken Administratie;
- 8° *handistreaming* : het betrekken van de handicapdimensie en de bescherming en bevordering van de mensenrechten van personen met een handicap in alle beleidslijnen door personen die verantwoordelijk zijn voor de uitwerking, uitvoering en evaluatie van dat beleid;
- 9° strategische doelstellingen : objectieven die op concrete wijze het doel en de resultaten vertalen die met het beleid van het College inzake *handistreaming* nagestreefd worden;
- 10° gevolg : impact van een project op de situatie van de personen met een handicap rekening houdend met het doel om hen in staat te stellen om zelfstandig te leven en voluit deel te nemen aan alle aspecten van het leven op basis van de gelijkheid met anderen;
- 11° Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, afdeling 'Gehandicapten', die opgericht werd door het decreet van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid;
- 12° Het Parlement : de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — *Strategische doelstellingen en rapportering door het College*

Art. 3. § 1. Het College ziet toe op de naleving van het Verdrag vanuit het oogpunt van *handistreaming*.

§ 2. Het College stelt aan het begin van de legislatuur naar aanleiding van de algemene beleidsverklaring van het College de strategische doelstellingen voor m.b.t. alle beleidslijnen die ze wenst te verwezenlijken tijdens die legislatuur, alsook de middelen die ze daartoe wenst in te zetten.

§ 3. Het College bezorgt aan het Parlement een tussentijds verslag en een verslag aan het einde van de legislatuur dat is opgebouwd rond de bevoegdheden en dat ten minste de volgende elementen bevat :

- 1° de acties die werden ondernomen in het kader van het plan uit artikel 8, §2, 1°;
- 2° de toepassing van *handistreaming* in de gunningsprocedures voor overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies alsook in de planningsinstrumenten, in toepassing van het artikel 4;
- 3° de analyse van de statistische gegevens die werden verzameld in toepassing van het artikel 5.

§ 4. Het tussentijds verslag beschrijft de moeilijkheden die bij de uitvoering van *handistreaming* werden ondervonden alsook de voorgestelde oplossingen om deze te overwinnen. Het verslag wordt aan het Parlement bezorgd binnen een termijn van 60 dagen volgend op de neerlegging van het derde ontwerp van de algemene uitgavenbegroting van de lopende legislatuur.

§ 5. Het verslag van het einde van de legislatuur vergelijkt de situatie aan het begin van de legislatuur met die aan het einde van de legislatuur. Het verslag wordt aan het Parlement bezorgd binnen een termijn van 60 dagen volgend op de neerlegging van het vijfde ontwerp van de algemene uitgavenbegroting.

§ 6. Het College bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van dit decreet, in het bijzonder om bepaalde inhoudelijke en vormelijke regels te preciseren die bij het opstellen van de in artikel 3 bedoelde verslagen nageleefd dienen te worden.

HOOFDSTUK III. — *Uitvoering van handistreaming door de Collegeleden*

Art. 4. § 1. Elk Collegelid past *handistreaming* toe in al het beleid, in alle maatregelen en acties die onder zijn of haar bevoegdheden vallen.

Elk Collegelid ziet toe op de toepassing van *handistreaming* in de gunningsprocedures voor overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies.

§ 2. Elk Collegelid betreft *handistreaming* in alle nieuwe beheersplannen, beheersovereenkomsten en andere strategische planningsinstrumenten van de overheidsdiensten die onder zijn of haar bevoegdheden vallen. – Een impactnota met het aspect handicap moet worden opgesteld bij de ontwikkeling en de opvolging van de beheersplannen, beheercontracten en andere strategische planningsinstrumenten bij de overheid.

§ 3. Elk Collegelid beoordeelt elk ontwerp van wetgevingshandeling van of reglementaire handeling dat onder zijn of haar bevoegdheden valt ten aanzien van het principe van *handistreaming*. Indien zo'n ontwerp een weerslag heeft op de situatie van gehandicapte personen, maakt het Collegelid dit duidelijk in een nota aan het College en stelt indien nodig corrigerende maatregelen voor waardoor zij volledig en daadwerkelijk kunnen participeren in de samenleving.

Het College stelt de modaliteiten en de criteria voor de beoordeling van deze weerslag vast en kan bepaalde, door het College geïdentificeerde handelingen van deze beoordeling vrijstellen.

§ 4. Het College ziet erop toe dat het met de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regeringen coördineert om zo synergieën te bevorderen en een coherent *handistreaming*beleid te garanderen.

Art. 5. Elk Collegelid ziet erop toe dat, binnen de domeinen die onder zijn of haar bevoegdheid vallen, de overheidsdiensten statistische gegevens verzamelen die nodig zijn voor de uitwerking en uitvoering van het beleid dat het Verdrag uitvoert.

HOOFDSTUK IV. — *Coördinatiegroep en coördinatoren*

Art. 6. Er wordt een coördinatiegroep opgericht die moet zorgen voor de uitvoering van dit decreet. Het College garandeert een minimaal opleidingsniveau van de leden van de coördinatiegroep en licht de regels in verband met de invoering en de werking van de coördinatiegroep toe.

Art. 7. Het College stelt binnen de Diensten van het College de perso(o)n(en) aan die belast zijn met het begeleiden en ondersteunen van het proces van de integratie van *handistreaming* in het beleid, de maatregelen of de beleidsinitiatieven.

HOOFDSTUK V. — *Adviesraad*

Art. 8. De coördinatiegroep is verplicht om aan de Adviesraad het ontwerpplan, het ontwerp van tussentijds verslag en het ontwerpverslag van het einde van de legislatuur, zoals bedoeld in artikel 3, voor te leggen.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepaling*

Art. 9. De artikelen 104 en 105 van het decreet van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon worden opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepaling*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking 6 maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 2 december 2016.

De Voorzitster,

De Secretaris,

De Griffier

Brussel, 15 december 2016.

Voor de Brusselse Franstalige Regering :

Fadila LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de beroepsopleiding

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap, de Sociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/10330]

16 DECEMBER 2016. — Verordening nr. 16-02 tot vaststelling van de rekening over het dienstjaar 2015, bekrachtigd bij collegebesluit nr. 20162017-0479

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *De begrotingsrekening**Afdeling 1. — De gewone dienst*

Artikel 1. De vastleggingen van de gewone uitgaven uitgevoerd ten laste van de begrotingskredieten over het dienstjaar 2015 belopen 173.878.919,82 EUR, onderverdeeld als volgt :

| | Kredieten | Vastleggingen |
|---|----------------|----------------|
| Uitgaven voorzien in de begroting | 119.917.495,66 | 114.525.153,53 |
| Overboekingen voorzien in de begroting | 55.415.605,24 | 52.530.409,52 |
| Uitgaven voorzien in vorige dienstjaren (= SVS) | 7.262.533,67 | 6.823.356,77 |
| Totaal | 182.595.634,57 | 173.878.919,82 |

Art. 2. De vastgestelde rechten voor de gewone dienst over het dienstjaar 2015 belopen 177.652.429,43 EUR, onderverdeeld als volgt :

| | Ramingen | Vastgestelde rechten |
|--|----------------|----------------------|
| Ontvangsten voorzien in de begroting | 142.633.511,46 | 141.916.296,92 |
| Overboekingen voorzien in de begroting | 25.398.924,53 | 21.157.254,33 |
| Ontvangsten voorzien voor vorige dienstjaren | 7.316.344,51 | 14.578.878,18 |
| Totaal | 175.348.780,50 | 177.652.429,43 |